

# Conférence de l'ADEA sur le développement du livre en Afrique

## Rapport du Jour 1 sur l'industrie africaine de l'édition

**Sujet A :** L'industrie africaine de l'édition (le rôle des parties prenantes locales, des gouvernements, des organisations régionales et sous régionales, etc.). Les contraintes posées aux parties prenantes et leurs conséquences sur le commerce intra-africain du livre.

**Modérateur : Rogers NFORGWEI NGALA**

**Nairobi, le 03 octobre 2011**

A la faveur des interventions présentées ce lundi, 03 octobre 2011 et des discussions qui s'en sont suivies, certains participants se sont réunis dans le cadre des groupes de discussion pour identifier les défis suivants les six axes de discussion proposés en rapport avec le sujet A ci-dessus et leurs implications politiques pour en relever quelques bonnes pratiques existantes et faire des recommandations constructives.

Sur le premier axe portant sur les principales politiques publiques en matière culturelle, au niveau national et régional ; les défis suivants ont été relevés comme ceux ayant un impact sur les entreprises du livre et de l'édition :

- La gouvernance
  - Une meilleure transparence dans la gestion des fonds alloués au secteur du livre et de l'édition s'avère nécessaire ;
  - Plus d'honnêteté entre acteurs de la chaîne
  - Une utilisation optimale des ressources financières
  - La pratique de la corruption continue de polluer l'atmosphère éditoriale et son éradication s'avère urgente
  - Les processus d'appels d'offre restent peu transparents
  - L'accès à l'information des acteurs de l'édition lors des appels d'offre demeurent déséquilibré etc.
- Des déficiences persistent au sein des institutions en charge de la mise en œuvre des politiques du développement ne sont pas toujours à la hauteur de la tâche
- Les délais accordés dans les processus d'appels d'offre sont courts
- Les conditionnalités financières sont quasi insurmontables de pour les acteurs locaux et l'accès aux financements présente d'énormes contraintes lors des appels d'offre
- Le renforcement des capacités professionnelles en vue de pourvoir l'ensemble de la chaîne en compétences demeure préoccupant

- Certains maillons de la chaîne sont inexistantes. Ce qui implique le recours aux compétences extérieures
  - La prédation des marchés scolaires africains par des groupes étrangers demeurent une entorse à l'émergence d'une édition endogène viable
- S'agissant des cadres législatifs, réglementaires et fiscal existants ou à promouvoir pour un impact positif sur la filière livre le groupe a noté l'élaboration dans certains pays d'un dispositif non encore appliqué visant à morceler les marchés scolaires afin de faciliter l'accès aux petits et moyens éditeurs.

Les fonds budgétaires alloués à l'approvisionnement des livres souffrent dans certains pays du phénomène de ponctions budgétaires. La sécurisation de ces fonds s'avère nécessaire

Certains Etats sont parvenus à élaborer des réglementations délimitant les frontières de chaque maillon de la chaîne du livre en sorte qu'aucun n'interfère dans le domaine de l'autre (complémentarité des maillons et non pas concurrence entre eux)

Un environnement fiscal équitable entre les productions locales et étrangères reste souhaitable

Certains Etats exigent un accord de partenariat entre éditeurs étrangers et locaux dans la soumission aux appels d'offres qu'ils financent

5. Obstacles à la circulation du livre dus aux tracasseries douanières et policières tant au niveau national que régional

Coûts du transport prohibitifs

Absence de cadre de concertations interprofessionnelles

- Corporation active
- Collectifs comme cadre pouvant influencer la politique gouvernementale en matière de livre
- Nécessité de densifier le réseau des bibliothèques mais aussi d'une meilleure articulation entre différentes catégories de bibliothèques (scolaire, universitaires publiques etc.)
- Capitaliser les expériences professionnelles notamment en matière de coédition pour éclairer l'Action publique
- Nécessité de créer des manifestations sur et autour du livre à l'instar des journées ou semaines du livre et en faire des cadres de mobilisation de fonds par le biais des collectes

- Créer à l'image des banques agricoles des institutions spécialisées dans le financement de l'édition du livre
- Disparités d'approche parfois contradictoire de la part des partenaires techniques et financiers (nécessité de créer des agences nationales de régulation sur ces aspects)

Défaut des marchés communs avec les difficultés liées à la conversion des monnaies dans certaines régions d'Afrique

Nécessité de sensibiliser et de conscientiser les décideurs africains sur l'urgence de faire preuve de courage politique afin de sortir le continent de sa servitude mentale

Missionner l'ADEA via une délégation qui conduirait une tournée explicative et de lobbying pour que nos pays fassent plus de réalisations concrètes que de déclaration en matière de livre

## **Recommandations**

A la lumière des défis relevés et de leur impact sur l'émergence d'un tissu éditorial viable, le groupe de discussions fait les recommandations suivantes:

- Conférer un statut au livre comme produit culturel d'utilité publique appelant notamment un régime fiscal conséquent ;
- Valoriser les organisations professionnelles intermédiaires (association) au niveau national, régional et continental pour une meilleure prise en compte des réalités du terrain dans les processus décisionnels ;
- Elaborer un modèle actualisé de Politique nationale du livre définissant notamment les missions et responsabilités de chaque acteurs de la chaîne éditoriale ;
- Editer un relevé de toutes recommandations non contraires des conférences antérieures sur le sujet (livre) et missionner une délégation qui ferait du lobbying au niveau supranational et en particulier auprès de l'Union africaine pour leur application effective.

Fait à Nairobi le 03 octobre 2011

Le Rapporteur du groupe de discussion

SERGE D. KOUAM

